



the UIHJ, the latest to date being the international congress of Marseilles in September 2009. On the other side the UIHJ takes part also regularly in the working sessions of the Hague Conference. It is quite naturally that the two organizations agreed that it would be reciprocally beneficial for them to reinforce their collaboration.

Leo Netten, president of the UIHJ, went with Roger Dujardin, vice-president, and Mathieu Chardon, 1<sup>st</sup> secretary, to the head office of the Hague Conference on 19 January 2010 in order to provide the foundations of this co-operation. The delegation was cordially accommodated by Hans van Loon. Discussions lengthily took place with Christophe Bernasconi and Marta Pertegas, secretary. The exchanges resulted in determining three common axes of convergence. The first turns around training and promotion. A reinforcement of the presence of the Hague Conference during the international seminars of the UIHJ, in particular on the African ground, is wished. The second relates to the e-justice section, in particular the use of new technologies. The third relates to enforcement which The Hague Conference considers again while the UIHJ prepares a world code of enforcement which will be presented at the time of the next congress of the UIHJ in Cape Town (South Africa) in 2012. The possibility of constituting a working group between the two organizations was also mentioned.

To evoke these points, the UIHJ should be invited to take part in the next working session of The Hague Conference which will be held in The Hague at the beginning of April 2010.



De G. à D.: Marta Pertegas, secrétaire de la Conférence de La Haye, Christophe Bernasconi, 1<sup>er</sup> secrétaire de la Conférence de La Haye, Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ, Leo Netten  
From L. to R. : Marta Pertegas, Secretary of the Hague Conference, Christophe Bernasconi, 1<sup>st</sup> Secretary of the Hague Conference, Roger Dujardin, vice-president of the UIHJ, Leo Netten



Le siège de la Conférence de La Haye — The head office of The Hague Conference

## L'acte introductif d'instance européen : Yes We Can !

A l'occasion du colloque international organisé à Sibiu (Roumanie) du 13 au 15 mai 2009 par l'UIHJ, l'Union nationale des huissiers de justice de Roumanie et la faculté de droit de Sibiu sur le thème de « L'Europe judiciaire : 10 ans après le Conseil de Tampere », l'UIHJ a présenté son projet de directive européenne d'un acte introductif d'instance européen



Une partie du public — A part of the public

### Une justice ré pondant à des standards élevés de qualité

Lors de sa réunion de Tampere des 15 et 16 octobre 1999, le Conseil européen s'est fixé pour objectif de maintenir et de développer un espace de liberté, de sécurité et de justice au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes. Pour mettre progressivement en place un tel espace, la Communauté adopte, entre autres, les mesures dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile nécessaires au bon fonctionnement du marché intérieur. Le Conseil européen a également approuvé le principe de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en tant que pierre angulaire de la création d'un véritable espace judiciaire. Pour marquer les dix ans de ce sommet fondateur, en mesurer la portée, les avancées mais également les écueils, l'UIHJ a souhaité organiser un colloque international d'une grande dimension. Sibiu, capitale européenne de la culture en 2007, haut lieu de tradition, et sa faculté de droit Simion Barnutiu, étaient l'endroit idéal pour cet événement.

La conférence était parfaitement organisée en coopération avec Ioan Les, doyen de la Faculté de droit de Sibiu, membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution et Marius Crafcenco, président de l'Union nationale des huissiers de justice de Roumanie. Le grand amphithéâtre de la faculté affichait complet. Huissiers de justice venus de nombreux pays d'Europe et d'Afrique, professeurs de droit et représentants des institutions internationales, au rang desquels la Commission européenne ainsi



que le Centre International de Formation des huissiers de justice en la personne de son administrateur générale, Abel-Didier Pansard, sont venus partager avec les nombreux étudiants roumains les bancs de la prestigieuse faculté.

Une grande partie du bureau de l'UIHJ avait fait le déplacement : Jacques Isnard, président, Leo Netten, 1<sup>er</sup> vice-président, Roger Dujardin, vice-président, Bernard Menut, secrétaire, Roland de Meerleer, Adrian Stoica et Francis Guépin, membres, ainsi que René Duperray, secrétaire général et Mathieu Chardon, 1<sup>er</sup> secrétaire.

Dans ses propos introductifs, Jacques Isnard a rappelé l'importance du conseil de Tampere, dont plusieurs des 62 points de ses conclusions intéressaient le droit processuel et le droit des procédures d'exécution, à savoir :

- La mise en œuvre de normes minimales garantissant un niveau approprié d'aide juridique pour les affaires transfrontalières
- L'aménagement de procédures spéciales pour simplifier et accélérer le règlement des litiges de faible importance
- La réalisation de documents ou formulaires pour les procédures judiciaires transfrontalières
- La reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires, considérée comme la pierre angulaire de la coopération judiciaire au sein de l'Union européenne
- La réduction des mesures intermédiaires pour la reconnaissance et l'exécution avec la fixation de normes minimales (suppression de l'exequatur)
- La reconnaissance des décisions rendues dans la phase précédant le jugement pour faciliter la saisie des avoirs bancaires
- La création d'un titre exécutoire européen
- La mise en place de nouvelles règles permettant d'améliorer l'accès au droit et de faciliter la coopération judiciaire en matière civile, notamment en matière d'obtention de preuves et d'injonction de payer

Pour préparer la mise en place de ces conclusions, rappelle Jacques Isnard, une feuille de route a été réalisée sous la forme du programme du 30 novembre 2000, intitulé « Programme des mesures sur la mise en œuvre du principe de reconnaissance mutuelle des décisions en matière civile et commerciale ». Ce document fixait en détail les modalités d'application de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et des jugements ainsi que le rapprochement nécessaire des législations de manière à faciliter la coopération entre autorités. Ainsi, dès le printemps 2000 les trois premiers règlements du 29 mai 2000 devaient éclore :

- le règlement 1346/2000 sur les procédures d'insolvabilité,
- le règlement 1347/2000 sur la reconnaissance et l'exécution en matière matrimoniale (Bruxelles II)
- le règlement 1348/2000 sur la signification et la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires.

Mais le président de l'UIHJ devait regretter « le climat de luttes constantes d'influence et de perpétuelles confrontations culturelles » qui nuisent indiscutablement à la compréhension et à la clarté des instruments de droit dérivé. Puis, dressant un bilan de la situation et évoquant le programme de La Haye des 4 et 5 novembre 2004, Jacques Isnard a rappelé que les objectifs communautaires étaient de créer un espace de justice européen respectueux des traditions et des systèmes juridiques des Etats-membres qui associe étroitement les professionnels. Ainsi, il s'agit de constituer un espace européen de justice dans lequel un accès effectif à la justice est garanti en vue de l'obtention et de l'exécution des décisions judiciaires. L'information figure au cœur de la sécurité juridique. « A première analyse on est frappé de constater combien les formes,



*Ioan Les, doyen de la faculté de droit de Sibiu, membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution – Dean of the Law Faculty of Sibiu, member of the Scientific Council of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law*



*Marius Crafcenco, président de l'Union nationale des huissiers de justice de Roumanie - Chairman of the National Union of Judicial Officers of Romania*

dans la manière d'introduire l'instance, peuvent être différentes suivant les Etats membres. Ces formes sont aussi vagues et incertaines que leur valeur juridique et, par voie de conséquences, leur force probante est variable » estime le président de l'UIHJ. Pourtant, « l'acte introductif d'instance constitue la clé du processus judiciaire et la qualification du jugement, comme a posteriori l'effectivité de l'exécution, dépendent de la technique appliquée pour informer les parties du procès à venir ». Il a salué le travail réalisé par les membres de l'UIHJ sur l'acte introductif d'instance avec la réalisation d'un reportage sur la signification des actes dans l'Union européenne, d'un rapport sur la signification et la notification des actes en Europe et le projet de directive d'acte introductif d'instance dans l'Union européenne. Sur le volet de l'exécution, Jacques Isnard a exprimé un regret : pourquoi les prescriptions du conseil européen des 5 et 6 juin 2003, spécifiant aux experts que le titre postulant à l'appellation de TEE ne pourrait circuler librement qu'à la condition que la signification de l'acte introductif d'instance ait été faite à la personne même du débiteur n'ont pas été suivies d'effet ? Le président de l'UIHJ a terminé ses propos en remerciant l'ensemble des participants et des intervenants, ainsi que les coorganisateur du colloque, monsieur le doyen Ioan Les et le président Marius Crafcenco, et le vice-président de la Commission européenne, Jacques Barrot, qui a tenu à



apporter son soutien à cette manifestation. Et le président de conclure, avec sa verve habituelle : « *Les murs de ce magnifique amphithéâtre n'attendent plus maintenant qu'à retentir des éclats des propos tenus par les trente-huit intervenants figurant au programme auxquels je livre les lieux !* ».

A sa suite, Constantin Oprean, recteur de l'Université Lucian Blaga et Ioan Les ont tenu à accueillir les participants et les intervenants, en leur souhaitant la bienvenue dans leur belle ville, capitale européenne de la culture en 2007. Ils ont souligné l'importance des travaux et l'honneur qui leur avaient été fait de porter la responsabilité de cette manifestation qu'ils souhaitaient fructueuses et dans une ambiance amicale et fraternelle.

Marius Crafcenco a souhaité la bienvenue à tous les congressistes, a remercié l'UIHJ pour avoir choisi la Roumanie comme lieu de la manifestation et a souhaité à tous la bienvenue dans son pays, en soulignant la qualité et l'ambition des travaux du congrès qui constituait pour les huissiers de justice de son pays un événement majeur et historique.

Dans un message vidéo, Jacques Barrot, vice-président de la Commission européenne a ensuite également salué l'initiative de ce colloque et indiqué combien il serait attentif aux travaux. En particulier, à la veille du renouvellement de la Commission européenne et du prochain programme de Stockholm, M. Barrot n'a pas manqué de faire ressortir l'actualité des thèmes de ces journées. Il a appelé de ses vœux que l'exécution soit aussi simple à l'étranger que dans un contexte national et a estimé que, dans un contexte global, la reconnaissance mutuelle entre les Etats membres exigeait que la justice réponde à des standards élevés de qualité.

### Une Tour de Babel en Belgique

Le congrès s'est déroulé sur trois jours. Il comprenait trois parties bien distinctes : une partie européenne, une partie nationale et une partie internationale. La partie principale, européenne, était intitulée « L'Europe judiciaire : 10 ans après le conseil de Tampere ». La partie nationale consistait en une conférence sur le droit de l'exécution en Roumanie. Enfin la partie internationale avait pour thème : « Le droit de l'exécution : perspectives transcontinentales ». Le colloque européen était partagé en trois thèmes divisés en cinq ateliers. Le premier thème intitulé « Le conseil de Tampere » regroupait deux ateliers : « Les promesses » et « Bilan et perspectives ». Le deuxième thème « L'acte introductif d'instance » regroupait les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> ateliers intitulés respectivement : « L'introduction de l'instance dans l'UE » et « Programme pour des nouveaux instruments ». Enfin le troisième thème, « Vers un droit de l'exécution », incluait le 5<sup>e</sup> atelier dénommé : « Un droit existant mais à la recherche d'une consécration ».

Frédérique Ferrand (France), professeur de droit à l'université Jean Moulin (Lyon III), membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution, a ouvert le bal en traitant « La reconnaissance mutuelle : les principaux instruments communautaires ». Partant de la genèse de la création de l'espace judiciaire européen, contenue en germe dans l'article 220 du traité instituant la Communauté économique européenne, le professeur Ferrand a rappelé que c'est dans ce contexte que débutèrent les négociations qui conduisirent à l'adoption de la convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 en matière de reconnaissance et d'exécution des décisions en matière civile et commerciale. Puis le traité d'Amsterdam a déplacé du 3<sup>e</sup> au 1<sup>er</sup> pilier le domaine de la coopération judiciaire civile, ce qui signifie que les institutions communautaires sont désormais compétentes pour



Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ – Secretary of the board of the UIHJ



Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ – Vice-President of the UIHJ

établir des textes en la matière, notamment celle mentionnée à l'article 65 du traité et visant à :

- améliorer et simplifier

le système de signification et de notification transfrontière des actes judiciaires et extrajudiciaires

la coopération en matière d'obtention des preuves

la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, y compris les décisions extrajudiciaires

favoriser la compatibilité des règles applicables dans les Etats membres en matière de conflits de lois et de compétence

éliminer les obstacles au bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles des procédures civiles applicables dans les Etats membres.

Frédérique Ferrand a évoqué à son tour les objectifs du Conseil de Tampere en matière d'accès à la justice, puis en matière de reconnaissance. Au termes d'une intervention en deux parties, illustrée par l'ensemble des règlements en vigueur, elle a expliqué comment le législateur européen a, dans un premier temps assoupli les mesures intermédiaires requises pour la reconnaissance ou l'exécution d'un titre au sein de l'UE, et dans un second temps supprimé le contrôle intermédiaire pour favoriser une réelle libre circulation des jugements dans certains domaines, sans aucun contrôle de l'Etat membre d'exécution, si ce n'est au stade de l'exécution elle-même. Le professeur Ferrand a précisé





Dionysios Kriaris, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Grèce – Vice-President of the National Chamber of Judicial Officers of Greece



Claire Sandbrook, présidente de l'Association des High Court Enforcement Officers d'Angleterre et du Pays de Galles – Chairman of the Association of High Court Enforcement Officers of England and Wales

que les institutions communautaires entendent influencer de plus en plus sur la procédure civile applicable dans les Etats membres et qu'elle s'engagent sur le terrain de la création de procédures spécifiques dont la Commission aurait souhaité qu'elle s'applique non pas seulement aux litiges transfrontaliers, mais également aux litiges internes. « Ceci montre que l'objectif de la Commission, à moyen terme, est d'harmoniser les procédures civiles nationales afin de permettre un égal accès à la justice et une égale qualité de justice dans tous les Etats membres. Si l'on comprend bien l'utilité pratique de tels instruments, il est néanmoins justifié de s'interroger sur ce qu'il restera bientôt de l'autonomie procédure des Etats membres » a-t-elle conclu.

Roger Dujardin (Belgique), vice-président de l'UIHJ, a traité de l'application de trois règlements en Belgique : le règlement 1393/2007 sur la signification, le règlement Bruxelles I et le règlement sur le titre exécutoire européen (TEE). Dans une première partie, notre confrère s'est demandé si le règlement 1393/2007 pouvait édifier une « tour de Babel en Belgique ». En effet, selon lui, le règlement 1348/2000 et son successeur donnent lieu à des litiges autour du régime linguistique et du moment de la signification. Notre confrère prend l'exemple d'un Anversois monoglotte néerlandophone récemment installé en Grèce et qui ne parle pas encore la langue de ce pays. Il est cité devant une juridiction germanophone belge. L'acte de citation est rédigé en allemand et comprend une traduction en grec. Conformément aux dispositions de l'article 8 du règlement 1393/2000, il ne peut refuser l'acte bien qu'il ne le comprenne pas. Roger Dujardin se demande également si l'article 17 du règlement TEE ne fait pas de cet instrument « un château de sable sous une averse belge ». Il observe que l'obligation européenne d'information (plus particulièrement l'article 17 b) va plus loin que celle prévue dans le Code judiciaire belge. « Selon certains auteurs, la législation belge actuelle répond peut-être de façon insuffisante aux normes procédurales minimales imposées dans le règlement TEE » remarque-t-il, pour se demander si une modification de la loi belge serait nécessaire pour « élargir les mentions obligatoires dans l'acte introductif d'instance en donnant des renseignements sur les conséquences d'un défaut et sur l'efficacité du jugement qui peut être rendu ».

### Un immense besoin d'information et de formation

Une table ronde a ensuite été animée par Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ, sur l'application des instruments communautaires dans divers pays. Dionysios Kriaris, vice-président de la Chambre nationale des huissiers de justice

de Grèce, a indiqué que la création du TEE constitue une étape importante puisque cet instrument évite le recours à une procédure d'exequatur d'une décision de justice. Comme son confrère Dujardin, Dionysios Kriaris a soulevé le problème de l'article 17 du règlement TEE en indiquant que, dans son pays, l'information requise n'est pas fournie dans l'acte introductif d'instance, ce qui peut être couvert par l'article 18 du règlement. Puis, le vice-président de la chambre grecque a mis en avant les articles 13 et 14 qui font l'inventaire des modes de remise de l'acte introductif d'instance sans indiquer les personnes habilitées à effectuer cette remise. « Cette omission doit être clarifiée et il doit être

indiqué que les seules personnes compétentes qui offrent les garanties nécessaires à une remise sécurisée, et donc l'information aux destinataires, sont les huissiers de justice » dit-il, et de considérer que l'intervention de l'huissier de justice est le « pré requis indispensable pour la validité d'un acte de procédure ». Notre confrère a également indiqué qu'un projet de loi a été déposé dont le rapport introductif fait clairement ressortir l'importance de l'intervention des huissiers de justice pour garantir et protéger les droits des parties.

Pour Nicola Hesslen, huissier de justice au Service public de recouvrement forcé (SPRF) à Göteborg (Suède), la signification est l'institution la plus importante pour l'harmonisation dans l'Union européenne. « Sans une harmonisation dans ce domaine on ne disposera jamais de procédures d'exécution efficace et sûres comme par exemple le TEE » a-t-elle déclaré. Pour rendre ce règlement plus efficace, notre consœur propose que la Commission européenne publie tous les accords et arrangements existants et visant à accélérer ou simplifier la transmission des actes, conformément aux dispositions de l'article 20 du règlement 1393/2007. Elle propose également la mise en place d'un tarif uniformisé dans l'Union européenne pour tous les Etats membres lorsque les services d'un officier ministériel ou d'une personne compétente selon la loi de l'Etat membre sont requis.

S'agissant du règlement Bruxelles I, Nicola Hesslen indique que cet instrument est utilisé fréquemment par le SPRF. Elle a noté également une méconnaissance



Ton Jongboed, professeur (Pays-Bas), membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution, Professor (the Netherlands), member of the Scientific Council of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law



*Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIH  
1st Secretary of the UIH*



*Francis Guépin, membre du bureau de l'UIH – Member of  
the board of the UIH*



*Carlos Calvo, président de la Chambre nationale des huissiers  
de justice du Luxembourg – President of the National  
Chamber of Judicial officers of Luxembourg*

sance générale des instruments par les juristes professionnels, qui parfois, ne savent pas quel instrument utiliser pour exécuter la décision rendue : Bruxelles I ou le règlement TEE. S'agissant de ce règlement, la Suède a adapté sa législation par une loi de 2006 pour implanter le TEE dans le droit interne. Quelques problèmes d'application ont cependant été relevés, plus théoriques que pratiques puisque seulement entre cinq et dix TEE ont été enregistrés à ce jour en Suède. Par exemple, selon l'article 10 paragraphe 4 du règlement, la délivrance d'un certificat TEE n'est pas susceptible de recours. En Suède, le certificat de TEE est délivré par le SPRF qui n'est pas une juridiction au sens de l'article 4 paragraphe 7 du règlement. Il n'est donc pas possible, en l'état actuel des textes, que le SPRF demande un avis préalable de la Cour de justice des Communautés européenne sur l'interprétation du TEE. En conclusion, notre consœur est satisfaite de l'existence du TEE mais a fait état d'un immense besoin d'information et de formation en Suède et ailleurs parmi les huissiers de justice et les autres catégories de juristes en ce qui concerne l'application des instruments communautaires. Elle a souhaité l'organisation de séminaires et colloques sur ce sujet.

A sa suite, Claire Sandbrook, présidente de l'Association des High Court Enforcement Officers d'Angleterre et du Pays de Galles, a dressé un tableau de la situation, en faisant ressortir les spécificités propres à son système judiciaire.

### **La sécurisation au cœur du débat**

Le 2<sup>e</sup> atelier était modéré par Roger Dujardin. Pelayia Yessiou-Faltsi, professeur émérite de la faculté de droit de Thessalonique (Grèce) a dressé le bilan de cinq années d'application du TEE en Grèce. Mme Yessiou-Faltsi a débuté son intervention en démontrant qu'en dépit de l'objet du règlement d'offrir un moyen supplémentaire au créancier d'obtenir plus facilement l'exécution à l'encontre du créancier, il n'y a aucune référence dans ce texte à la nécessité de mettre en place un jeu de procédures harmonisées au niveau du droit interne. En définitive, le bon fonctionnement du règlement TEE dépend d'une part d'un certain nombre de vérifications opérées au niveau du droit interne et d'autre part des différents systèmes d'exécution des Etats membres, lesquels sont supposés être équivalents en termes d'efficacité et de rapidité. Après avoir décrit la procédure permettant la délivrance du certificat TEE en Grèce, le professeur Yessiou-Faltsi a procédé à une évaluation particulièrement complète de l'application de l'instrument dans son pays, sachant que la procédure n'a été mise en place que récemment. Les trois certificats connus établis par le tribunal

de première instance de Thessalonique en 2008 posent le problème du champ d'application et en particulier touchent à la distinction entre les matières civiles et administratives au sens de l'article 2. S'agissant des articles 13 à 15, elle a indiqué que certains des modes de remise n'existent pas en droit grec (notification postale ou électronique), la signification étant réalisée par les huissiers de justice. A l'instar de Dionysos Kriaris, le professeur Yessiou-Faltsi a reconnu que les exigences de l'article 17 du règlement relatives aux formalités procédurales à accomplir par le débiteur pour contester la créance et les conséquences de l'absence d'objection ou de la non-comparution ne sont pas remplies en droit interne. A l'issue d'une intervention particulièrement captivante, Mme Yessiou-Faltsi a souligné le progrès du règlement TEE qui évite les exequatur successifs lorsque le débiteur change d'Etat ou a des biens dans divers Etats. Mais il est tout aussi vrai que les mécanismes d'exécution en droit interne n'étant pas affectés, il faut toujours faire face aux divergences et différences existant entre les différents systèmes européens.

José Almagro Nosete, magistrat (Espagne), a présenté un exposé très complet sur le TEE, tout en procédant à une analyse de cet instrument au regard de la législation interne de son pays. Par exemple, afin de déterminer le caractère exécutoire de la décision qui doit être certifiée en tant que TEE, le règlement 805/2004 n'établit aucune règle renvoyant à la législation nationale de chaque Etat membre. Dans la législation espagnole, indique-t-il, les jugements de condamnation définitifs répondent aux exigences du TEE compte tenu de leur caractère exécutoire. Concernant le champ d'application, M. Nosete précise que, compte tenu de son système procédural, ni les sentences arbitrales ni les conciliations conclues devant les organismes administratifs ne pourront faire l'objet d'une certification en tant que TEE. Il a également discuté de la notion de créance incontestée eu égard à l'attitude du défendeur au cours de l'instance judiciaire. Concernant la notification de l'acte introductif d'instance, l'intervenant fait remarquer que le règlement TEE ne prévoit pas la possibilité de le remettre sur le lieu de travail ou au gardien de l'immeuble où est domicilié le défendeur, contrairement à ce qu'autorise la législation espagnole. En revanche, la notification par le biais du dépôt de l'acte de notification dans la boîte aux lettres n'est pas réglementée dans le droit procédural espagnol, ce mode de remise n'offrant selon lui aucune garantie quant à sa réception par le destinataire. Par conséquent, aucune décision espagnole qui peut être certifiée en tant que TEE ne pourra utiliser cette forme de notification qui n'est pas envisagée légalement. S'agissant encore de l'information du débiteur dans l'acte



introdutif d'instance, M. Nosete a indiqué que les exigences des articles 16 et 17 du règlement TEE sont satisfaites en droit interne espagnol.

Anton Jongbloed, professeur (Pays-Bas), membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution, s'est interrogé sur l'avenir de l'injonction de payer européenne et la procédure de règlement des petits litiges. Toute interrogation sur l'avenir nécessite de se pencher sur le passé. Le professeur Jongbloed a donc retracé en introduction quelques unes des nombreuses raisons pour lesquelles les instruments européens ont été mis en place, au rang desquelles figurent le traité d'Amsterdam de 1997, la mobilité croissante des Européens, ou le développement du commerce et des dettes transfrontières de tous montants, mêmes faibles. Puis l'orateur a décrit les grandes lignes de la procédure d'injonction de payer européenne (IPE). Il a indiqué que l'IPE est attractive pour les créanciers dans



Ion Deleanu (à gauche), professeur à la faculté de droit de Cluj-Napoca, Doctor Honoris Causa (on the left), Professor at the Law Faculty of Cluj-Napoca, Doctor Honoris Causa

la mesure où son coût est inférieur à celui des autres procédures disponibles. Ce texte ne contient aucune mention sur les coûts de l'intervention éventuelle d'un avocat ou ceux d'une exécution. Le professeur Jongbloed a indiqué qu'en contestant l'IPE, le débiteur empêchait que le titre obtenu devienne exécutoire. Malgré ce fait, il était quand même intéressant pour le créancier de tenter d'obtenir un titre par le biais de l'IPE. Il se demande pour autant si une personne non juriste serait capable de s'y retrouver sans l'aide d'un professionnel dans les 14 possibilités ouvrant droit à la procédure et les 25 possibilités de classer les créances. S'agissant du règlement instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges (règlement 861/2007 du 11 juillet 2007), Ton Jongbloed a remarqué qu'une procédure équivalente n'existait pas dans tous les Etats membres de l'UE et qu'en raison d'une telle absence, les coûts étaient souvent disproportionnés par rapport au montant de la créance. Cela est d'autant plus vrai que le litige est transfrontalier. Après avoir décrit les grandes lignes de la procédure, l'intervenant a déclaré que l'intérêt de la procédure est d'être uniformisée, disponible dans toutes les langues officielles de l'UE, exécutoire dans tous les Etats membres, et également optionnelle. Pour autant, lorsqu'il est fait appel de la décision, il est fait à nouveau référence aux règles de droit interne, lequel est propre à chaque pays. De surcroît, la barrière linguistique est toujours réelle. Malgré les formulaires, le tribunal a parfois besoin

de documents complémentaires qui, eux, devront être traduits. Le professeur Jongbloed a terminé son intervention en faisant valoir que des règles purement européennes avaient été créées dans le domaine du droit processuel. Les deux règlements auront à terme une influence dans le droit interne s'ils sont utilisés. C'est le cas aux Pays-Bas où une procédure d'injonction de payer, qui a existé entre 1942 et 1992, est tombée en désuétude en raison de ses coûts élevés et souvent disproportionnés par rapport à l'intérêt du litige. « *L'histoire se répète et est comparable aux mouvements d'un balancier et les solutions procédurales européennes ont certainement un avenir* », a conclu l'intervenant.

Mathieu Chardon, 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ, s'est ensuite demandé comment remédier à l'imperfection de certains textes européens. Il s'est d'abord penché sur le chemin parcouru en dix ans depuis le sommet de Tampere en matière d'instruments européens. Selon lui, les nombreuses raisons qui s'opposent à une harmonisation européenne tournent finalement autour de deux facteurs : d'une part la diversité des langues et d'autre part la diversité des systèmes juridiques en vigueur dans l'Union européenne. « *Il faut aller plus loin dans l'harmonisation sans toutefois imposer un esperanto linguistique ou juridique* » estime-t-il. Pour lui, la sécurisation est au cœur du débat. Le juge qui doit trancher un litige sans savoir si le défendeur a été informé de l'instance peut-il offrir l'image d'une justice sécurisée ? Le jugement qui a été rendu dans de telles conditions peut-il être ensuite exécuté de façon sécurisée ? La sécurisation passe par la mise en place de normes minimales permettant de s'assurer au regard de chaque législation interne que le défendeur attrait devant une juridiction a été mis en demeure de comparaître, de préparer sa défense et mesurer les conséquences d'un défaut de comparution. Cela implique une signification de

l'acte introductif d'instance réalisée par un juriste compétent et responsable. S'agissant du degré de la norme minimale à adopter, Mathieu Chardon a estimé que « *si l'on devait imposer une norme inférieure au pays qui a besoin d'une sécurisation supérieure, c'est tout son système judiciaire qui serait remis en cause. C'est précisément le résultat auquel on assiste actuellement avec les règlements sur la signification, le TEE, l'injonction de payer européenne ou le règlement sur les petits litiges* ». Et d'envisager en conclusion la création d'une directive européenne portant création d'un acte introductif d'instance européen. Françoise Andrieux, expert UIHJ, rapporteur général du prochain congrès internationale de l'UIHJ à Marseille (7-12 septembre 2009), a présenté un reportage qu'elle a réalisé avec René Duperray pendant une année dans l'ensemble des pays de l'Union européenne sur les moyens d'introduire l'instance dans la Communauté. Il en découle une grande disparité avec des degrés divers s'agissant tant du contenu de l'acte introductif d'instance que de la façon dont il est porté à la connaissance du destinataire.

Puis Mathieu Chardon a présenté un avant-projet de directive européenne portant création d'un acte introductif d'instance européen destiné à harmoniser la procédure d'introduction de l'instance au plan communautaire. Ce projet établit les dispositions générales permettant de simplifier, de faciliter et d'harmoniser l'introduction de l'instance dans les Etats membres en créant un acte introductif





Une partie du public – A part of the public

d'instance harmonisé porté à la connaissance des défendeurs par un officier ministériel ou une personne compétente selon la loi de chaque Etat membre, physiquement ou par tout autre moyen sécurisé. Il comprend trois parties principales : l'une relative au contenu de l'acte introductif d'instance, la deuxième relative à la façon dont l'acte est porté à la connaissance du défendeur, et la dernière relative à ses effets. Ce projet doit être présenté prochainement aux autorités communautaires.

Une table ronde s'est ensuite tenue, animée par Francis Guépin, membre du bureau de l'UIHJ.

Francesca Biondi, huissier de justice (Italie), Roderick Macpherson, Messenger-at-Arms (Ecosse), Lorenzo Ruiz Martinez, procurador (Espagne), Carlos Calvo, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Luxembourg, Antonio Gomes da Cunha, président de la Chambre des Solicitadores du Portugal, et Matyas Kapa, doyen de la faculté de droit de l'université Karoly Gaspar (Hongrie), ont présenté tout à tour les moyens d'introduire l'instance dans leur pays respectifs.

### Yes we can !

Puis Natalie Fricero, professeure à l'Université de Nice, directrice de l'Institut d'études judiciaires, membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution, est intervenue sur le thème de « l'acte introductif d'instance au cœur de la sécurité juridique ». Le professeur Fricero a indiqué que le colloque de Sibiu « nous a réunis autour d'une problématique précise : l'Union européenne doit-elle s'intéresser à l'introduction d'instance, pour établir des standards communs à tous les Etats ? » Elle a

défini l'acte introductif d'instance comme « l'acte de procédure par lequel une personne prend l'initiative d'un procès ». Cet acte n'a de valeur procédurale que s'il est porté à la connaissance du défendeur : l'acte introductif d'instance comporte, à la fois, une demande faite au juge et un procédé de délivrance, par notification ou signification, de cette demande au défendeur. Après avoir constaté l'extrême diversité des modes d'introduction de l'instance dans l'Union européenne, elle a indiqué qu'il était temps « qu'une réglementation européenne harmonise les modalités de l'acte introductif d'instance, en se fondant sur des principes communs, des normes minimales admises par tous les Etats. » Dans une brillante intervention, Mme Fricero a exposé dans un premier temps la nécessité d'un acte introductif d'instance européen harmonisé. Selon elle, l'acte introductif d'instance constitue une condition du respect des exigences du procès équitable, comme en témoignent plusieurs décisions de la Cour européenne des droits de l'homme (Miholapa contre Lettonie du 31 mai 2007, Gospodinov contre Bulgarie du 10 mai 2007, Pellerin contre Italie du 20 juillet 2001), ou de la Cour de justice des Communautés européennes : arrêt Krombach du 28 mars 2000). L'acte introductif d'instance constitue également une condition de la libre circulation des jugements dans l'espace judiciaire européen. Le professeur Fricero fait valoir que la reconnaissance et l'exécution forcée d'un jugement ne peuvent pas être admises si les conditions de l'introduction de l'instance n'ont pas garanti un exercice effectif des droits de la défense, et éventuellement, l'exercice d'une voie de recours lorsque la décision a été rendue à l'issue d'une procédure unilatérale. Or, l'exécution effective du jugement est un droit de l'homme que la Cour européenne a rattaché au procès équitable dans son arrêt Horsby contre Grèce du 18 mars 1997. « Il existe donc un lien direct entre notification de l'acte introductif d'instance et les droits fondamentaux des citoyens européens » avance-t-elle, et de poursuivre, s'agissant de la suppression de l'exequatur : « Il ne sera possible de respecter ces enjeux qu'en harmonisant les processus d'introduction de l'instance ». D'où la nécessité de déterminer les caractéristiques de l'acte introductif d'instance européen idéal, point développé par le professeur Fricero dans la seconde partie de son intervention. L'acte introductif doit reposer sur un processus équitable et sécurisé. Ainsi, l'information du défendeur, condition du respect du contradictoire et des droits de la défense, doit être réalisé par un acte introductif qui doit avoir certaines qualités : clarté dans la rédaction, normes minimales concernant le contenu, telles la date, l'indication de la juridiction saisie, l'identification du demandeur et du défendeur, objet et cause de la demande, identification du représentant éventuel et identification de l'agent significateur ou notificateur,



Roderick Macpherson, Messenger-at-Arms (Ecosse – Scotland)



Méline Douchy-Oudot, professeur à l'université de Dijon (France), Professor at the University of Dijon (France)



Marc Schmitz, huissier de justice (Belgique), questeur du Comité de l'UIHJ – Judicial officer (Belgium), quaestor of the Committee of the UIHJ



ainsi que les conditions de la représentation ou de l'assistance en justice, avec les conséquences de la non-comparution et de l'absence de contestation de la demande, liste des pièces invoquées devant être communiquées, possibilités procédurales permettant de contester les prétentions du demandeur, ou encore les frais auxquels le défendeur est engagé. Enfin, l'acte doit être porté à la connaissance du destinataire. A cet égard, estime Natalie Fricero, « la tentation est d'aller vers des modes simplifiés : mais c'est nécessairement au détriment de la qualité du jugement. Quel juge peut prendre une décision si le défendeur n'a pas pu présenter ses arguments ? La célérité de la justice n'est pas assurée si le défendeur mal convoqué ne se présente pas et utilise ensuite les recours pour contester la condamnation ». Ainsi, l'information doit être garantie par un procédé fiable garantissant l'effectivité des droits de la défense. Tel n'est pas le cas du téléphone, voire de la télécopie, « qui ne permettent pas de prouver avec certitude la date et le contenu de l'information ». De même, à l'instar de José Almagro Nosete, « une remise simple dans une boîte aux lettres ne paraît pas suffire à acquérir la certitude d'une information réelle ». Pour l'oratrice, l'acte introductif d'instance suppose le recours à un professionnel de la signification, tel un huissier de justice, « élément essentiel de l'Etat de droit » reconnu comme tel dans l'arrêt Pini contre Roumanie du 22 juin 2004. Et de terminer par une implacable conclusion immédiatement suivie d'un tonnerre d'applaudissements : « l'acte introductif d'instance européen est la clef de voûte de la libre circulation des jugements, et il ne pourra contribuer à l'effectivité de l'espace judiciaire européen que si tous les Etats membres recourent à un processus sécurisé qui engendre une confiance réciproque. C'est une formule célèbre que nous pourrions reprendre ensemble : l'acte introductif d'instance européen : Yes, we can ! »



Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ — 1st Vice-President of the UIHJ



Guillaume Payan, expert UIHJ — UIHJ Expert



Jacqueline Lohoues-Oblé, professeur à la faculté de droit d'Abidjan (Côte d'Ivoire) — Professor at the Law faculty of Abidjan (Ivory Coast)

### Un projet rejeté par le Parlement européen

Le 4<sup>e</sup> atelier était modéré par Marc Schmitz, huissier de justice (Belgique), questeur du Comité de l'UIHJ. Burkhard Hess, professeur à l'université d'Heidelberg (Allemagne), membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution, a fait une présentation très vivante de la saisie des avoirs bancaires, au travers une présentation Power point. Maîtrisant parfaitement son sujet, le professeur Hess a dressé l'historique de ce mode d'exécution et a indiqué quels en étaient les enjeux. Puis il a informé l'auditoire de l'état d'avancement des travaux devant la Commission européenne, s'agissant d'un projet de règlement européen de saisie des avoirs bancaires, dont la base est le livre vert du 24 octobre 2006.

A sa suite, Méлина Douchy-Oudot, professeur à l'université de Dijon (France), a évoqué un sujet d'actualité au sein de la Communauté : la transparence patrimoniale. « Il ne suffit pas d'obtenir un titre exécutoire, il faut encore arriver à son exécution, à la satisfaction du créancier et à la libération du débiteur » rappelle-t-elle avant de débattre sur « la compétence controversée de l'Union européenne » en la matière. Le professeur Douchy-Oudot a décrit les composantes du projet de nouvel instrument communautaire (élaboration d'un manuel des systèmes d'exécution existant au sein de l'UE, création d'un réseau de communication) et les moyens de réalisation des objectifs poursuivis (déclaration de patrimoine, accès aux registres d'information). Puis l'intervenante a précisé que le Parlement européen a globalement rejeté les différentes propositions contenues dans le livre vert. En conclusion, elle a indiqué que son choix s'orientait vers trois directions : la tenue d'un manuel relatif aux systèmes d'exécution des différents Etats membres et autres informations ayant été précisées, l'échange d'informations entre les autorités d'exécution, et l'accès encadré aux registres nationaux aux seules autorités d'exécution habilitées.

Le 4<sup>e</sup> atelier s'est achevé par l'intervention de Jérôme Carriat, administrateur à la Commission européenne. M. Carriat a remercié les organisateurs du colloque de l'avoir invité et a manifesté tout l'intérêt qu'il avait suivi les débats. Il s'est déclaré très intéressé par le projet de directive européenne d'un acte introductif d'instance européen et chaleureusement salué cette initiative. M. Carriat a ensuite fait le point sur l'ensemble des travaux en cours sur les différents instruments faisant l'objet du colloque et a achevé son intervention en indiquant qu'il rendrait compte à la Commission européenne des travaux faisant l'objet du colloque.





*Une partie du public – A part of the public*

### Le destin de la territorialité des voies d'exécution

Le 5<sup>e</sup> atelier, qui avait pour thème « un droit existant mais à la recherche d'une consécration » était placé sous la modération de Jacques Isnard.

Viorel M. Ciobanu, professeur, ancien doyen de la faculté de droit de Bucarest et Marian Nicolae, professeur à la faculté de droit de Bucarest, ont évoqué le thème du droit de l'exécution et le procès équitable.

Gilles Cuniberti, professeur à l'université du Luxembourg (Luxembourg) a traité de « *la territorialité des procédures d'exécution* ». Avec toute l'éloquence qui le caractérise, le professeur Cuniberti a introduit son propos en indiquant que les procédures civiles d'exécution sont « *traditionnellement tributaires des frontières car dominées par un principe de territorialité* », pour se demander quel est le destin de cette territorialité des voies d'exécution dans l'Europe qui se construit. Il a tout d'abord discuté du fondement international du principe de territorialité, dont il est unanimement admis qu'il doit être recherché dans le droit international public, comme corolaire de la souveraineté territoriale de l'Etat. Ainsi, les autorités spécialisées d'exécution ne sauraient instrumenter ailleurs que sur leur propre sol. En revanche, dans le cadre strictement européen, la situation est toute différente, poursuit-il en préliminaires d'une analyse de la spécificité européenne. Selon le professeur Cuniberti, « *l'immense majorité des règles de droit international public peuvent faire l'objet d'un accord contraire par deux parties désireuses d'appliquer d'autres règles dans leurs relations mutuelles* ». Les Etats ont à cet égard la plus grande liberté : à partir du moment où ils concluent des accords particuliers, les règles de droit international ne s'imposent plus dans leurs relations mutuelles. L'orateur constate que la territorialité des procédures n'a pas fait l'objet d'une étude approfondie par les autorités européennes. « *La rupture viendra peut-être de l'instrument mettant en œuvre la saisie européenne des avoirs bancaires* », comme le laisse augurer le Livre

vert de la Commission commenté par le professeur Hess, expose-t-il. Selon lui, le principe de territorialité ne résistera pas à la construction de l'espace commun de justice. Il rappelle que des mesures conservatoires peuvent porter sur des biens situés à l'étranger, selon les jurisprudences Denilauler et Van Uden. En matière d'insolvabilité, le règlement (CE) n°1346/2000 du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité a clairement consacré l'extra-territorialité intellectuelle des procédures collectives, en organisant l'universalité des faillites (principales), qui peuvent porter ainsi sur les biens du débiteur, quand bien même ils seraient localisés ailleurs en Europe. Pour autant, M. Cuniberti explique qu'il lui paraît beaucoup plus difficile de se prononcer concernant l'exécution matérielle : « *Pourrait-on imaginer que, dans l'Europe de demain, un huissier français se rende physiquement en Allemagne pour y opérer un acte de saisie ?* ». Et de citer le président Isnard qui prédit que la condition de nationalité des professionnels de l'exécution se devrait pas être éternelle et dès lors entrevoit la possibilité pour lesdits professionnels de recruter des collaborateurs venant de l'Europe entière. S'agissant de la compétence territoriale des agents d'exécution, celle-ci est souvent limitée à une partie du territoire national. L'une des raisons est de s'assurer de la proximité entre le justiciable et l'huissier de justice, une autre est d'assurer la présence de l'huissier de justice dans toutes les zones géographiques, en contrôlant leur répartition sur le territoire. Et de conclure qu'« *il ne semble pas que la libéralisation de la compétence territoriale européenne des huissiers de justice soit nécessairement incompatible avec la réalisation de ces objectifs, et donc le maintien, dans les Etats le souhaitant, d'une limitation de leur compétence territoriale interne* ».

Paula Meira Lourenço, assistant professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lisbonne (Portugal), président de la Commission pour l'efficacité des exécutions du Portugal, membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit



Paula Meira Lourenço, assistant professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lisbonne (Portugal), président de la Commission pour l'efficacité des exécutions du Portugal, membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution — Assistant professor at the Law Faculty of Lisbon (Portugal) — President of the Commission for the Efficiency of enforcement of Portugal, member of the Scientific Council of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law

international judiciaire privé et de droit de l'exécution, a traité du thème du « droit à l'exécution au droit de l'exécution ». Le professeur Meira Lourenço a, dans un premier temps, évoqué le célèbre arrêt *Horsnby* contre Grèce qui a consacré le droit à l'exécution d'un jugement dans un délai raisonnable comme conséquence du procès équitable prévu à l'article 6 § 1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. Par sa jurisprudence, la cour européenne a défini le contenu du droit de l'exécution. Celui-ci est limité aux décisions définitives et obligatoires en matières civile, étant précisé que des circonstances exceptionnelles peuvent justifier un retard dans l'exécution, dès l'instant qu'un juste équilibre est ménagé entre le droit du requérant et le but poursuivi. L'une des conséquences de ces dispositions est qu'il est nécessaire de mettre à la disposition du gagnant des instruments d'exécution nécessaires à l'exécution effective du jugement. L'Union européenne a ainsi pris conscience qu'elle ne pouvait se désintéresser de la manière dont les décisions étaient exécutées par delà les frontières. Cette réflexion conduit M<sup>me</sup> Meira Lourenço à la seconde partie de sa présentation, axée sur le droit de l'exécution. Ce droit apparaît comme doté d'une autonomie qui recouvre l'exécution pécuniaire en nature. Il comporte ses enseignements, ses publications et est un droit spécialisé. Et l'oratrice de citer les règlements et directives du législateur communautaire, les nombreux travaux et colloques de l'UIHJ depuis bientôt dix ans, ceux de l'École nationale de procédure de Paris, le Conseil international de formation des huissiers de justice, la création de l'Institut de droit judiciaire privé et de droit de l'exécution et son conseil scientifique auquel elle appartient, les nombreux articles doctrinaires sur la matière, dont ceux de Jacques Isnard, Jacques Normand, Natalie Fricero et plus récemment Guillaume Payan, auteur d'une thèse sur le sujet, l'enseignement spécifique des procédures d'exécution dans les universités, et enfin la Commission pour l'efficacité des exécutions du Portugal. L'intervenante a terminé sa présentation en citant quelques pistes de réflexion pour le droit de l'exécution : procès électronique, accès total aux informations relatives à l'identification et au patrimoine du défendeur, saisie électronique et transparence des activités des opérateurs judiciaires (juge, agent d'exécution et avocat).

A sa suite, dans le cadre d'une table ronde animée par Leo Netten, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ, Guillaume Payan (France) a fait une présentation de sa récente thèse sur le droit de l'exécution en Europe, en cours de publication.

Puis Adrian Stoica a effectué un plaidoyer pour un droit autonome de l'exécution dans l'Union européenne. Jos Uitdehag (Pays-Bas), premier questeur du Comité de l'UIHJ, a donné un compte rendu des nombreuses réformes en matière d'exécution des décisions de justice et de la profession d'agent d'exécution dans les pays des Balkans.

### Soutenir l'autonomie du droit de l'exécution

Le colloque s'est achevé par la conférence internationale sur le thème des perspectives transcontinentales du droit de l'exécution.

Aida Kemelmayer de Carlucci (Argentine), juge à la Cour suprême de Mendoza, professeur à la faculté de droit de Mendoza, membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution a traité du sujet du régime transnational de l'exécution des décisions de justice en Amérique du Sud. Puis, Jacqueline Lohoues-Oblé (Côte d'Ivoire), professeur à la faculté de droit d'Abidjan, a présenté le traité de l'Ohada en tant qu'esquisse d'un droit international de l'exécution harmonisé.

Pour clore ce colloque historique, le professeur Ioan Les a gratifié les auditeurs d'un magistral rapport de synthèse. « *Le but fondamental des travaux du colloque de Sibiu a été de réaliser une analyse approfondie des résultats obtenus depuis le conseil de Tampere de 1999 et jusqu'à présent, surtout dans la dernière décennie d'application de réglementations communautaires novatrices destinées à réaliser l'espace de liberté, de sécurité et de justice* » a-t-il déclaré. A l'issue d'une intervention singulièrement riche et vivante, le professeur Les a conclu ses propos en ces termes : « *Soutenir une autonomie du droit de l'exécution est souvent considéré un acte téméraire. Traditionnellement le droit de l'exécution est considéré dans beaucoup de pays européens comme faisant partie intégrante du droit judiciaire privé. Les évolutions spectaculaires des dernières années, matérialisées dans les réglementations communautaires analysées ces jours-ci à Sibiu peuvent constituer des repères importants dans la direction de l'accréditation du point de vue selon lequel le droit de l'exécution constitue un branche distincte du système juridique. (...) Nous considérons que l'inexistence de codes d'exécution forcée dans certains pays, où cette matière continue d'être soumise à la réglementation du code de procédure civile, constitue un argument contre la thèse de l'autonomie du droit de l'exécution, mais ce n'est pas un argument fondamental. Les évolutions prochaines, concrétisées dans l'amplification des réglementations communautaires en matière d'exécution forcée, pourront légitimer davantage encore l'autonomie d'un droit de l'exécution forcée.* »

Nul doute que ce colloque, l'un des plus importants jamais organisés par l'UIHJ et dont les travaux seront publiés, marquera d'une pierre blanche les dix années de l'Europe judiciaire du Conseil de Tampere. Que sera l'Europe judiciaire dans dix ans ? Personne ne peut le prédire avec exactitude. Mais nul doute que l'UIHJ sera là pour suivre de près les évolutions, rester une force de proposition et contribuer à ce que les huissiers de justice jouent un rôle prépondérant dans cet espace qui est désormais le nôtre et auquel on ne peut que souhaiter une longue vie.

Il reste à remercier une nouvelle fois nos amis roumains pour leur accueil exceptionnel et leur sens de l'organisation qui ont également fait de ce colloque une grande réussite sur le plan de la convivialité et de la confraternité entre les peuples venus des quatre coins du globe et à l'occasion duquel, à l'issue d'une cérémonie très impressionnante, Ion Deleanu, professeur à la faculté de droit de Cluj-Napoca, a été fait docteur Honoris Causa de l'Université.



## A European Document Initiating Proceedings: Yes We Can!

At the time of the international symposium organized in Sibiu (Romania) from 13-15 May 2009 by the UIHJ, the National Union of the Judicial Officers of Romania and the Faculty of Law of Sibiu on the topic of "Legal Europe: 10 years after the Council of Tampere", the UIHJ presented its draft European directive of a European document initiating proceedings



Jacques Isnard, président de l'UIHJ – President of the UIHJ

### A high standards quality justice

During its meeting in Tampere of October 15<sup>th</sup> and 16<sup>th</sup> 1999, the European Council aimed at maintaining and developing an area of freedom, security and justice in which freedom of movement is assured to people. To gradually set up such an area, the Community adopts, inter alia, provisions in the field of legal cooperation in civil matter necessary to the good performance of the internal market. The European Council also approved the principle of mutual recognition of court decisions as the cornerstone of the creation of a genuine area of justice. To mark the ten years of this fundamental summit, to measure its scope, its projections but also its downfalls, the UIHJ wanted to organize an international symposium of a great dimension. Sibiu, European capital of culture in 2007, high place of tradition, and its Faculty of Law Simion Barnutiu, were the ideal place for this event.

The conference was perfectly organized in co-operation with Ioan Les, dean of the Faculty of Law of Sibiu, member of the Scientific Council of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law, and Marius Crafcenco, president of the National Union of the judicial officers of Romania. The main amphitheater of the faculty was full. Judicial officers came from many countries of Europe and Africa, as well as law professors and representatives of international institutions amongst which, the European Commission, and the International Training Centre for Judicial Officer in the person of its administra-

tor, Abel-Didier Pansard, shared the benches of the prestigious faculty with its Rumanian students.

Most of the board of the UIHJ was there: Jacques Isnard, president, Leo Netten, 1<sup>st</sup> vice-president, Roger Dujardin, vice-president, Bernard Menut, secretary, Roland de Meerleer, Adrian Stoïca and Francis Guépin, members, as well as René Duperray, general secretary, and Mathieu Chardon, 1<sup>st</sup> secretary.

In his introductory remarks, Jacques Isnard recalled the importance of the council of Tampere, of which several of the 62 points of its conclusions interested procedural law and law of enforcement procedures, namely:

- To establish minimum standards ensuring an adequate level of legal aid in cross-border cases
- To establish special common procedural rules for simplified and accelerated cross-border litigation on small consumer and commercial claims
- The realization of documents or forms for cross-border legal procedures
- Mutual recognition of court orders, considered as the cornerstone of legal co-operation within the European Union
- The reduction of intermediate measures which are still required to enable the recognition and enforcement of a decision or judgment in the requested State with the fixing of minimal standards (suppression of the exequatur)
- Recognition of the decisions given in the phase preceding the judgment to facilitate the seizure of banking assets
- The creation of a European Enforcement Order
- The installation of new rules allowing to improve access to justice and to facilitate legal co-operation in civil matter, in particular as regards evidence taking and order for payment
- To prepare the implementation of these conclusions, recalls Jacques Isnard, a covering document was carried out in the form of the program of 30 November 2000, called the "Programme of measures for implementation of the principle of mutual recognition of decisions in civil and commercial matters". This document laid down in detail the modes of implementation of the mutual recognition of judicial decisions and judgments as well as the necessary bringing together of legislations so as to facilitate the co-operation between authorities. Thus, as of spring 2000 the first three regulations of 29 May 2000 were to hatch:

- Regulation 1346/2000 on insolvency proceedings;
- Regulation 1347/2000 on the recognition and enforcement of judgments in matrimonial matters (Brussels II)
- Regulation 1348/2000 on the service of judicial and extra-judicial documents.

But the president of the UIHJ was to regret "a climate of constant fights of influence and perpetual cultural confrontations" which indisputably harm the comprehension and the clearness of the instruments of derived law. Then, drawing up an assessment of the situation and evoking the program of The Hague of 4 and 5 November 2004, Jacques Isnard pointed out that the Community objectives were to create a European area of justice respectful of the traditions and legal systems of the Member States which associates the professionals closely. Thus, it is a question of constituting a European area of justice in which an effective access to justice is guaranteed for obtaining and enforcing court decisions. Information is central to legal security. "On first analysis we are bound to note how much forms, in the manner of introducing court proceedings, can be different according to the Member States. These forms are as vague and dubious as their legal authenticity and, by way of consequences, their con-





*clusive force are variable*" estimates the president of the UIH. However, *"the document initiating proceedings constitutes the key of the legal process and the qualification of the judgment, like afterwards the effectiveness of enforcement, depend on the technique applied to inform the parties of the lawsuit to come"*. He greeted the work completed by the members of the UIH on the document initiating proceedings with the making of a film on the service of documents in the European Union, of a report on the service of documents in Europe and the draft directive of document initiating proceedings in the European Union. On the aspect of enforcement, Jacques Isnard expressed a regret: why the prescriptions of the European Council of 5 and 6 June 2003, specifying to the experts that the document which was to be the European Enforcement Order (EEO) could circulate freely only if the service of the document initiating proceedings was handed only in the person of the debtor, were not put into effect? The president of the UIH ended his remarks by thanking all the participants and the speakers, as well as the co-organisers of the conference, Dean Ioan Les, Marius Crafcenco, and the vice-president of the European commission, Jacques Barrot, who made a point of giving his support for this demonstration. And the president to conclude, with its usual liveliness: *"The walls of this splendid amphitheater prepare to resonate from the sparkles of the remarks made by the thirty-eight speakers appearing in the program and to whom I now give the floor!"*

Then Constantin Oprean, rector of the University Lucian Blaga and Ioan Les, were due to accommodate both participants and speakers, in their welcoming in their beautiful city, European capital of culture in 2007. They stressed the importance of the works and the honor which had been made to them to bear the responsibility for this demonstration which they wished profitable and in a friendly and fraternal environment.

Marius Crafcenco welcomed all the congressmen, thanked the UIH to have chosen Romania as the venue of the demonstration and welcomed all in his country, by underlining the quality and the ambition of the work of the congress which constituted for the judicial officers of his country a major and historical event.

*La faculté de droit Simion Barnutiu de Sibiu — The Simion Barnutiu Law faculty of Sibiu*



*Frédérique Ferrand, professeur de droit à l'Université Jean Moulin, Lyon III (France), membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution — Law professor at the University Jean Moulin, Lyon III (France), member of the Scientific Council of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law*

In a video message, Jacques Barrot, vice-president of the European commission, then also greeted the initiative of this conference and indicated how much he would be attentive to its outcomes. In particular, at the eve of the renewal of the European Commission and the forthcoming program of Stockholm, Mr. Barrot did not fail to emphasize the topicality of the conference. He wished for the enforcement of court decisions to be as simple abroad as in a national context and estimated that, in a global context, the mutual recognition between Member States required that justice met high standards of quality.

### **A Tower of Babel in Belgium**

The congress proceeded over three days. It included three quite distinct parts: a European part, a national part and an international part. The main part, European, was entitled "Legal Europe: 10 years after the council of Tampere". The national part consisted of a conference on enforcement law in Romania. Finally the international part had as a subject: "Enforcement law: transcontinental prospects".

The European conference was divided into three topics themselves divided into five workshops. The first topic, entitled "The council of Tampere", gathered two workshops: "Promises" and "Assessment and prospects". The second topic "The document initiating proceedings" gathered the 3<sup>rd</sup> and 4<sup>th</sup> workshops respectively entitled: "The introduction of court proceedings in the EU" and "Programs for new instruments". Finally the third topic, "Towards an enforcement law", included the 5<sup>th</sup> workshop called: "An existing law but in search of recognition".

Frédérique Ferrand (France), professor at law at the University Jean Moulin (Lyon III), member of the Scientific Council of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law, opened the ball by treating "Mutual recognition: principal Community instruments". On the basis of the genesis of the creation of the European area of



justice, the spirit of which is included in article 220 of the treaty establishing the European Economic Community, Professor Ferrand pointed out that it is in this context that the negotiations began which led to the adoption of the Brussels convention of 27 September 1968 on the recognition and execution of court decisions in civil and commercial matters. Then the treaty of Amsterdam moved from the third pillar to the first the field of civil legal cooperation, which means that the Community institutions are from now on qualified to draw provisions on the matter, in particular that mentioned in article 65 of the Treaty and aiming to:

- Improving and simplifying:
  - the system for cross-border service of judicial and extrajudicial documents,
  - cooperation in the taking of evidence,
  - the recognition and enforcement of decisions in civil and commercial cases, including decisions in extrajudicial cases;
- Promoting the compatibility of the rules applicable in the Member States concerning the conflict of laws and of jurisdiction;
- Eliminating obstacles to the good functioning of civil proceedings, if necessary by promoting the compatibility of the rules on civil procedure applicable in the Member States.

Frédérique Ferrand evoked in turn the objectives of the Council of Tampere as regards access to justice, then as regards recognition. In the course of a presentation in two parts, illustrated by the whole of the regulations in force, she explained how the European legislator has initially softened the intermediate steps necessary for the recognition or the execution of a title within the EU, and in the second time removed intermediate control to support an actual freedom of movement of judgments in certain fields, without any control of the Member State of enforcement, until the execution stage itself. Professor Ferrand specified that the Community institutions intend to influence more and more on the applicable civil procedure in the Member States and that they engaged on the ground of the creation of specific procedures which the Commission would have wished that it apply not only to cross-border litigations, but also to internal litigations. *"This shows that the objective of the Commission, in the medium term, is to harmonize national civil procedures in order to allow an equal access to justice and an equal quality of justice in all Member States. If the practical utility of such instruments is well understood, it nevertheless is justified to wonder about what will soon remain of the autonomy of procedures in the Member States"* she concluded.

Roger Dujardin (Belgium), vice-president of the UIHJ, treated the application of three regulations in Belgium: Regulation 1393/2007 on service of documents, the Brussels I regulation and the regulation on the European Enforcement Order (EEO). In a first part, our fellow-member wondered whether Regulation 1393/2007 could build a *"Tower of Babel in Belgium"*. Indeed, according to him, regulation 1348/2000 and its successor give place to litigations around the linguistic mode and the time of service. Our colleague takes the example of a Dutch-speaking only inhabitant of Antwerp recently installed in Greece and who does not yet speak the language of this country. He is summoned upon a Belgian German-speaking jurisdiction. The document initiating proceedings is written in German and includes a Greek translation. In accordance with the provisions of article 8 of Regulation 1393/2000, he cannot refuse the document although he does not understand the language it is written in. Roger Dujardin also wonders if article 17 of the EEO Regulation does not make this instrument *"a sand castle under a Belgian downpour"*. He observes that the European



Nicola Hesslen, huissier de justice (Suède) – Judicial Officer (Sweden)



Constantin Oprean, recteur de l'université Lucian Baga – Rector of the Lucian Blaga University

obligation of information (more particularly in article 17 b) goes further than that envisaged in the Belgian judicial Code. *"According to some authors, the current Belgian legislation perhaps insufficiently meets the minimal procedural standards imposed in the EEO Regulation"* he notices, to wonder whether a modification of the Belgian law would be necessary *"to widen the obligatory mentions in the document initiating proceedings by giving information on the consequences of defect and the effectiveness of the judgment which can be returned"*.

### An immense need for information and training

A roundtable was then animated by Bernard Menut, secretary of the board of the UIHJ, on the application of the Community instruments in various countries. Dionysos Kriaris, vice-president of the National Chamber of the Judicial Officers of Greece, indicated that the creation of the EEO constitutes a big step since this instrument avoids the recourse to a procedure of exequatur of a legal decision. Like his fellow-member Dujardin, Dionysos Kriaris raised the problem of article 17 of the EEO Regulation by indicating that, in his country, necessary information is not provided in the document initiating proceedings, which can be covered by article 18 of the Regulation. Then, the vice-president of the Greek chamber put forward articles 13 and 14 which make an inventory of the modes of handing-over of the document initiating proceedings without indicating the people entitled to carry out this handing-over. *"This omission must be clarified"*



*Pelayia Yessiou-Faltsi, professeur émérite de la faculté de droit de Thessalonique (Grèce) — Emeritus Professor at the Law faculty of Thessaloniki (Greece)*



*José Amalgró Nosete, magistrat (Espagne) — Judge (Spain)*

*and it must be indicated that the only qualified people who offer the necessary guarantees to a made safe handing-over, and thus information with the recipients, are the judicial officers” says he, and to consider that the intervention of the judicial officer is the “necessary pre-requisite for the validity of a procedural document”. Our fellow-member also indicated that a bill was filed in which the introductory report clearly emphasizes the importance of the intervention of judicial officers to guarantee and protect the rights of the parties.*

For Nicola Hesslen, judicial officer at the Public Service of Forced Covering (PSFC) in Gothenburg (Sweden), the service of documents is the most important institution for the harmonization in the European Union. *“Without a harmonization in this field one will never have procedures of effective and secure enforcement as for example the EEO” she declared. To make this regulation more effective, our colleague proposes that the European Commission publishes all the agreements and arrangements existing and aiming to accelerate or simplify the transmission of documents, in accordance with the provisions of article 20 of Regulation 1393/2007. She also proposes the installation of a standardized tariff in the European Union for all Member States when the services of a member of the legal profession or a qualified person according to the law of the Member State are necessary.*

As regards Brussels I Regulation, Nicola Hesslen indicates that this instrument is frequently used by the PSFC. She also noted a general ignorance of the instruments by professional lawyers who, sometimes, do not know which instrument to use to carry out the court decision: Brussels I or the EEO Regulation. Regarding the latter, Sweden adapted its legislation by a 2006 Act to establish the EEO in internal law. Some problems of application were however raised, more theoretical than practical since only between five and ten EEOs were recorded to date in Sweden. For example, according to article 10 paragraph 4 of the Regulation, the delivery of a EEO certificate cannot be challenged. In Sweden, the EEO certificate is issued by the PSFC which is not a jurisdiction according to article 4 paragraph 7 of the Regulation. With the current provisions it is thus not possible for the SPRF to asks a preliminary opinion of the Court of Justice of the European Communities on the interpretation of the EEO. In conclusion, our colleague is satisfied with the existence of the EEO but stated an immense need for information and training in Sweden and elsewhere among judicial officers and other categories of lawyers with regard to the application of Community instruments. She wished for the organization of seminars and conferences on this subject.

Then Claire Sandbrook, chair of the Association of High Court Enforcement Officers of England and of Wales, drew up a review of the situation, while emphasizing on specificities of the legal system of her country.

### **Security in the centre of the debate**

The 2<sup>nd</sup> workshop was moderated by Roger Dujardin. Pelayia Yessiou-Faltsi, emeritus professor of the Faculty of Law of Thessaloniki (Greece) drew up an assessment of five years of application of the EEO in Greece. She began her speech by showing that despite the purpose of Regulation 805/2004 to offer an additional option of facilitated enforcement to the creditor, there is no explicit reference

in this text to the need of establishing a set of uniform minimum procedural standards to govern the enforcement proceedings per se in the Member State of enforcement. Ultimately, the effective operation of Regulation 805/2004 is dependent: on the one hand upon a number of checks to be properly performed, mostly through the application of national rules or institutions, by the courts or other authorities of the Member-States where the judgment is given; on the other hand, upon the divergent enforcement systems of the Member-States, which, on the basis of the mutual trust ideal, are expected to be equally or at least sufficiently speedy and efficient. After having described the procedure allowing the delivery of the EEO certificate in Greece, professor Yessiou-Faltsi carried out a particularly complete evaluation of the application of the instrument in her country, given that the procedure was only recently installed. The three known certificates established by the county court of Thessaloniki in 2008 pose the problem of the scope of application and in particular touch with the distinction between civil and administrative matters as regards article 2. As regards articles 13 to 15, she indicated that some of the modes of handing-over do not exist in Greek law (postal or electronic notifications), the service being carried out by the judicial officers. Following the example of Dionysos Kriaris, professor Yessiou-Faltsi recognized that the requirements of article 17 of the Regulation relating to the procedural formalities to achieve by the debtor to dispute the debt and the consequences of the absence of objection or the



*Une partie du public — A part of the public*





*Françoise Andrieux (France), expert UIHJ – Expert UIHJ*



*Francesca Biondi, huissier de justice (Italie)  
Judicial Officer (Italy)*



*Antonio Gomes da Cunha, président de la Chambre des  
Solicitadores du Portugal – Chairman of the Chamber of  
Solicitadores of Portugal*

non-appearance are not filled in internal law. At the conclusion of a particularly captivating intervention, Mrs. Yessiou-Faltsi underlined the progress of the EEO Regulation which avoids the successive exequatur when the debtor moves from one country to another State or has goods in various States. In the same way mechanisms of execution in internal law are not affected, it is always necessary to deal with the divergences and differences existing between the various European systems.

Jose Almagro Nosete, Judge (Spain), gave a very complete presentation on the EEO, while carrying out an analysis of this instrument in comparison with the national legislation of his country. For example, in order to determine the enforceable character of the decision which must be certified as a EEO, Regulation 805/2004 does not lay down any rule referring to the national legislation of each Member State. In the Spanish legislation, he indicates, the final judgments of condemnation fulfill the requirements of the EEO taking into account their enforceable character. Concerning the scope of application, Mr. Nosete specifies that, taking into account his procedural system, neither arbitrations nor conciliations recorded before the administrative jurisdictions could be the subject of a certification as a EEO. He also discussed the notion of uncontested claim with regards to the attitude of the defendant during the court hearing. Concerning the notification of the document initiating proceedings, the speaker points out that the EEO Regulation does not envisage the possibility to hand it on the work place of the addressee or to his caretaker, as opposed to what authorizes the Spanish legislation. On the other hand, the notification by the means of the deposit of the formal notification in the letterbox is not possible according to the Spanish procedural law, this mode of handing-over being considered as not offering any guarantee of its reception by the addressee. Consequently, no Spanish decision which can be certified as a EEO will be able to use this form of notification which is not valid legally. As regards information of the debtor in the document initiating proceedings, Mr. Nosete indicated that the requirements of articles 16 and 17 of the EEO Regulation are satisfied in Spanish internal law.

Anton Jongbloed, professor (the Netherlands), member of Scientific Council of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law, wondered about the future of the European Order for Payment (EOP) and the European Small Claims Procedure (ESCP). Any interrogation on the future requires considering the past. Professor Jongbloed thus recalled in his introduction some of the many reasons for which the European instruments were installed, amidst which appear the 1997 Treaty of Amsterdam, the increasing

mobility of Europeans, or the development of trade and cross-border debts of all amounts, even small. Then the speaker described the broad outlines of the procedure of EOP. He indicated that the EOP is appealing for creditors insofar as its cost is lower than that of other available procedures. This text does not contain any mention on the costs of the possible intervention of a lawyer or those relating to enforcement. Professor Jongbloed indicated that by disputing the EOP, the debtor prevented the title from becoming enforceable. In spite of that, it is still interesting for the creditor to try to obtain a title by the means of the EOP. He wonders however if a non-jurist person would be able to cope without the assistance of a professional amidst the fourteen possibilities of engaging the procedure or the twenty-five ways of classifying debts. As regards the ESCP regulation (Regulation 861/2007 of 11 July 2007), Ton Jongbloed noticed that an equivalent procedure did not exist in all the Member States of the EU and that because of such an absence, the costs were often disproportionate compared to the amount of the debt. That is all the more true as the litigation is cross-border. After having described the broad outlines of the procedure, the speaker declared that the interest of the procedure was to be standardized, available in all the official languages of the EU, enforceable in all Member States, and also optional. For as much, when the decision is challenged, it is again referred to internal legal provisions, which are specific to each country. In addition, linguistic barrier is always present. In spite of the forms, courts sometimes need complementary documents which, as for them, will have to be translated. Professor Jongbloed ended his speech by making the point that purely European rules had been created in the field of procedural law. The two regulations will in the long term have an influence in the internal law if they are used. It is the case in The Netherlands where a procedure of order for payment, which existed between 1942 and 1992, became obsolete because of its high and often disproportionate costs compared to the interests at stakes. *"This causes history to repeat itself often and there seems to be a pendulum movement (...). This is for the future to show, but there is undoubtedly a future for European procedural law solutions"*, concluded the speaker.

Mathieu Chardon, 1<sup>st</sup> secretary of the UIHJ, then wondered how to cure the imperfection of some European legislation. He initially focused on the progress achieved in the past ten years since the Summit of Tampere as regards European instruments. According to him, the many reasons which are opposed to a European harmonization turn finally around two factors: on one hand the diversity of languages and on the other hand the diversity of legal systems in force in the European Union. *"It is necessary to bring harmonization to a higher*



level without however imposing a linguistic or legal Esperanto" he estimates. For him, security is central to the debate. Can a judge in charge of litigation offer the image of a safe justice if he does not know whether the defendant was informed of the court hearing? Can the judgment which was given under such conditions be then carried out safely? Security implies the use of minimal standards, taking into consideration national legislations, making it possible to ensure that the defendant standing trial was duly summoned to appear, prepare his defense and measure the consequences of a default. That implies a service of the document initiating proceedings carried out by a qualified and responsible lawyer. As for the level of the minimal standard to adopt, Mathieu Chardon estimated that "if one was to impose a standard lower than the existing one in a country which needs a higher security, it is all its legal system which would be called into question. It is precisely what is happening with the regulations on the service of documents, EEO, EOP or ESCP". And to consider in conclusion the creation of a European directive creating a European document initiating proceedings.

Francoise Andrieux, expert UIHJ, general reporter of the next congress international of the UIHJ in Marseilles (7 – 12 September 2009), showed a film report which she carried out with René Duperray during one year in the whole of the European Union on the means of introducing court hearings in the Community. A great disparity results from this with various degrees such as the contents of the document initiating proceedings or the way in which it is made available to the recipient.

Then Mathieu Chardon presented a preliminary draft of a European directive creating a European document initiating proceedings intended to harmonize the procedure of introduction of the court hearing at Community level. This project establishes the general provisions making it possible to simplify, facilitate and harmonize the document initiating proceedings into the Member States by



Une partie du public – A part of the public

creating a relevant document served to the defendants by a member of a legal profession or a qualified person according to the law of each Member State, physically or by any other secured means. It includes three main parts: one relating to the contents of the document initiating proceedings, the second relating to the way in which the document is served to the defendant, and the last relating to its outcomes. This project must be soon presented to the Community authorities.

A roundtable then was held, animated by Francis Guépin, member of the board of the UIHJ.

Francesca Biondi, judicial officer (Italy), Roderick Macpherson, Messenger-At-Arms (Scotland), Lorenzo Ruiz Martinez, procurador (Spain), Carlos Calvo, president of the National Chamber of the Judicial Officers of Luxembourg, Antonio Gomes da Cunha, president of the Chamber of Solicitadores of Portugal, and Matyas Kapa, dean of the Faculty of Law of the university Karoly Gaspar (Hungary), presented in turn the means of introducing court hearings into their respective countries.

### Yes We Can!

Then Natalie Fricero, professor at the University of Nice, director of the Institute of legal studies, member of Scientific Council of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law, intervened on the topic of "The document initiating proceedings in the centre of legal security". Professor Fricero indicated that the Sibiu conference "brought us together around precise problems: does the European Union need to be concerned with the document initiating proceedings in order to establish common standards to all the States?" She defined the document initiating proceedings as "the procedural document by which a person takes the initiative of a lawsuit". This document has procedural value only if it is made available to the defendant: the document initiating proceedings includes, at the same time, a request made to the judge and a mode of service of this request to the defendant, by notification or in person. After having noted the extreme diversity of the modes of introducing a court hearing within the European Union, she indicated that it was time "that a European regulation harmonizes the methods of the document initiating proceedings, while being based on common principles, minimal standards existing in all the States." In a brilliant presentation, Mrs. Fricero initially exposed the

need for a harmonized European document initiating proceedings. According to her, the document initiating proceedings constitutes a condition of the respect of the requirements of a fair trial, as testified by several decisions of the European Court of Human Rights (Miholapa vs. Latvia of 31 May 2007, Gospodinov vs. Bulgaria of 10 May 2007, Pellerin vs. Italy of 20 July 20<sup>th</sup>), or of the Court of Justice of the European Communities: Krombach case of 28 March 2000). The document initiating proceedings also constitutes a condition of freedom of movement of judgments in the European legal area. Professor Fricero makes the point that the recognition and the distraint of a judgment cannot be allowed if the ways the court hearing is introduced did not guarantee an effective exercise of the rights of defense, and possibly, the exercise of a ground

for appeal is case of default judgment. However, the effective execution of a court decision is a human right that the European Court linked to the notion of a fair trial in its Horsnby vs. Greece case of 18 March 1997. "Thus exists a direct link between the service of the document initiating proceedings and the basic rights of European citizens" she states, and to continue, being the suppression of exequatur: "It will be possible to meet these stakes only by harmonizing the processes of initiating proceedings". Hence the need for determining the



*Natalie Fricero, professeure à la faculté de droit de Nice, directeur de l'Institut d'études judiciaires (France), membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution – Professor at the University of Nice, Director of the Institute of Legal Studies (France), member of the Scientific Council of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law*



*Burkhard Hess, professeur à l'université d'Heidelberg (Allemagne), membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution – Professor at the University of Heidelberg (Germany), member of the Scientific Council of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law*



*Jérôme Carriat, administrateur à la Commission européenne – Administrator at the European Commission*

characteristics of the ideal European document initiating proceedings, which was developed by Professor Fricero in the second part of her presentation. The introductory document must rest on an equitable and protected process. Thus, the information of the defendant, condition of the respect of the contradictory and the rights of defense, must be carried out by an introductory document which must have certain qualities: clearness in the drafting, minimal standards as regards its contents, such as the date, the indication of the seized jurisdiction, the identification of the applicant and the defendant, the object and causes of the request, the identification of the possible representatives and the identification of the person in charge of the service of the document, as well as the conditions of the representation or of the assistance in justice, with the consequences of the non-appearance and the absence of dispute of the request, the list of the documents which will be produced to court and to be communicated, the procedural possibilities allowing to dispute the claims of the applicant, or the expenses to which the defendant is committed. Lastly, the document must be made available to the recipient. In this respect, estimates Natalie Fricero, *"temptation is to go towards simplistic modes: but it is necessarily to the detriment of the quality of the judgment. Which judge can make a decision if the defendant could not present his arguments? The celerity of justice is not assured if the badly convened defendant does not present himself and then uses the possibility to challenge the judgment"*. Thus, information

must be guaranteed by a reliable process guaranteeing the effectiveness of the rights of defense. Such is not the case of the telephone, even of the fax, *"which does not make it possible to prove with certainty the date and the contents of information"*. In the same way, following the example given by Jose Almagro Nosete, *"a simple handing-over in the letterbox does not appear to be enough to acquire the certainty of full information"*. For the speaker, the document initiating proceedings supposes the recourse to a professional of service such as a judicial officer, *"essential element of the Rule of law"* as recognized in the Pini vs. Romania case of 22 June 2004. And to finish by a relentless conclusion immediately followed by a thunder of applause: *"the European document initiating proceedings is the cornerstone of freedom of movement of court decisions, and it will be able to contribute to the effectiveness of the European legal area only if all the Member States resort to a protected process which generates a mutual trust. It is a famous formula which we could make ours: A European document initiating proceedings: Yes, we can!"*

### **A project rejected by the European Parliament**

The 4<sup>th</sup> workshop was chaired by Marc Schmitz, judicial officer (Belgium), quaestor of the Committee of the UIHJ. Burkhard Hess, professor at the University of Heidelberg (Germany), member of the Scientific Council of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law, made a very alive presentation of the attachment of banking assets, through a Power Point presentation. Mastering his topic, Professor Hess drew up the history of this procedure and indicated which the stakes were. Then he informed the audience about the state of progress of the work before the European Commission as regards the drafting of a European Regulation of freezing of banking assets, whose base is the Green Book of 24 October 2006.

Then Méline Douchy-Oudot, professor at the University of Dijon (France), evoked a subject of topicality within the Community: the patrimonial transparency. *"It is not enough to obtain an enforceable title, it is still necessary to enable its enforcement, the satisfaction of the creditor and the discharge of the debtor"* she recalls before approaching *"the controversial competence of the European Union"* on the matter. Professor Douchy-Oudot described the elements of the project of a new Community instrument (development of a handbook on the systems of enforcement existing within the EU, creation of a communication network) and the means of realization of the aims in view (declaration





of assets, access to registers). Then the speaker specified that the European Parliament overall disallowed with the various proposals contained in the Green Book. In conclusion, she indicated that her choice was heading towards three directions: the creation of a handbook relating to the enforcement systems of the different member States and other specific information, the exchange of information between enforcement authorities, and the supervised access to national registers only for the use of the competent enforcement authorities.

The 4<sup>th</sup> workshop was completed by the intervention of Jérôme Carriat, administrator at the European Commission. Mr. Carriat thanked the organizers of the conference for having invited him and expressed all the interest which he had in the following of the debates. He declared himself very interested by the European draft directive of a document initiating proceedings and cordially greeted this initiative. Mr. Carriat gave then a report on the whole of the works in progress on the various instruments being the subject of the conference and completed his intervention by indicating that he would make an account to the European Commission of the work being discussed here.

### The destiny of the territoriality of enforcement measurements

The 5<sup>th</sup> workshop, which had as a subject "An existing law but in search of recognition", was placed under the chair of Jacques Isnard.

Viorel Ciobanu, professor, former dean of the Faculty of Law of Bucharest, and Marian Nicolae, professor at the Faculty of Law of Bucharest, evoked the topic of the right of enforcement and to a fair trial.

Gilles Cuniberti, professor at the University of Luxembourg dealt with "the territoriality of enforcement procedures". With all the eloquence which characterizes him, Professor Cuniberti introduced his matter by indicating that civil enforcement procedures are "traditionally reliant on borders because dominated by a principle of territoriality", to wonder which is the destiny of this territoriality of enforcement procedures in a constantly changing Europe. He first of all discussed the international base of the principle of territoriality, of which it is unanimously recognized that it must be found in the public international law, as a corollary of the territorial sovereignty of the State. Thus, the specialized



Gilles Cuniberti, professeur à l'université du Luxembourg  
professor at the University of Luxembourg



Adrian Stoica (Roumanie), membre du bureau de l'UIHJ –  
(Romania), member of the board of the UIHJ

enforcement authorities could only intervene on their own soil. On the other hand, within the strictly European framework, the situation is very different, Mr. Cuniberti continues as prolegomena of an analysis of the European specificity. According to him, "the vast majority of international public law provisions can be the subject of a contrary agreement by two parties eager to observe other rules in their mutual relations". The States have in this respect the greatest freedom: as soon as they conclude particular agreements, international legal provisions are not any more essential in their mutual relations. The speaker notes that the territoriality of procedures was not the subject of an in-depth study by the European authorities. "Perhaps the rupture will come from the instrument implementing the European freezing of banking assets", as the Green Book of the Commission commented on by Professor Hess lets it forecast, he exposes. According to him, the principle of territoriality will not resist the construction of the common area of justice. He recalls that conservative measures can relate to goods located abroad, according to jurisprudences Denilauler and Van Uden. As regards insolvency, regulation (EC) n°1346/2000 of May 29<sup>th</sup>, 2000 on insolvency proceedings clearly crowned the intellectual extraterritoriality of insolvency procedures, by organizing the universality of main bankruptcies, which can thus carry to relate to the goods of the debtor, even when they would be localized elsewhere in Europe. For as much, Mr. Cuniberti explains that it appears much more difficult for him to decide when it comes to material enforcement: "Could one imagine that tomorrow in Europe a French judicial officer goes physically to Germany to operate an attachment of goods there?". And to quote president Isnard who predicts that the condition of nationality of the enforcement professionals should not be eternal and consequently foresees the possibility for the aforementioned professionals of recruiting collaborators coming from whole Europe. Being the jurisdiction *ratione loci* of enforcement agents, it is often limited to part of the national territory. One of the reasons is to make sure of the proximity between the citizen and the judicial officer; another is to ensure the presence of the judicial officer in all geographical areas, by controlling their distribution on the territory. And to conclude that "it does not seem that the opening of the European territorial competence of the judicial officers is necessarily incompatible with the realization of these objectives, and thus the maintenance, in the States wishing it, of a limitation of their internal *ratione loci* jurisdiction".

Paula Meira Lourenço, assistant professor at the Faculty of Law of the University of Lisbon (Portugal), president of the Commission on the Efficiency of Enforcement of Portugal (CEEP), member of the Scientific Council of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law, treated the



Jos Uitdehaag, 1<sup>er</sup> questeur du Comité de l'UIHJ (Pays-Bas), 1<sup>st</sup> quaestor of the UIHJ  
(the Netherlands)



topic of the “right to enforcement to an enforcement law”. Initially Professor Meira Lourenço evoked the famous *Horsby vs. Greece* case which recognized the right to the enforcement of a judgment within a reasonable time as a consequence of a fair trial envisaged by article 6 § 1 of the European Convention on Human Rights. By its jurisprudence, the European Court defined the contents of the right to enforcement. It is limited to the final and compulsory decisions in civil matters, being specified that exceptional circumstances can justify a delay in enforcement, as of the moment that a just balance is stricken between the right of the applicant and the objectives. One of the consequences of these provisions is that it is necessary to give the winner of the case the instruments necessary to the effective enforcement of the court decision. The European Union thus became aware that it could not ignore the way in which decisions were carried out across the borders. This reflection leads Mrs. Meira Lourenço to the second part of her presentation, centered on enforcement law. This law appears as equipped with an autonomy which covers pecuniary execution. It comprises its teaching, its publications and it is a specialized law. And the speaker to quote the regulations and directives of the Community legislator, the many works and conferences of the UIHJ for nearly ten years, those of the National School of Procedure of Paris, the International Training Council of judicial officers, the creation of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law and its Scientific Council to which she belongs, the many academic articles on the matter, of which those of Jacques Isnard, Jacques Normand, Natalie Fricero and more recently Guillaume Payan, author of a thesis on the subject, the specific teaching of the enforcement procedures in the universities, and finally the CEEP. The speaker finished her presentation by quoting some lines of thinking for the enforcement law: electronic lawsuit, total access to information relating to the identification and the inheritance of the defendant, electronic seizure and transparency of the activities of legal operators (judge, enforcement agent and lawyer).

Then, within the framework of a roundtable chaired by Leo Netten, 1<sup>st</sup> vice-president of the UIHJ, Guillaume Payan (France) made a presentation of his recent thesis on enforcement law in Europe, soon to be published. Adrian Stoica carried out a plea for an autonomous law of enforcement in the European Union. Jos Uitdehag (The Netherlands), first quaestor of the Committee of the UIHJ, gave a report of the many reforms relating to enforcement of legal decisions and the profession of enforcement agent in the Balkans countries.

### Supporting the autonomy of an enforcement law

The conference was completed by an international conference on the topic of transcontinental prospects for enforcement law.

Aida Kemelmayer de Carlucci (Argentina), judge at the Supreme Court of Mendoza, professor at the Faculty of Law of Mendoza, member of the Scientific Council of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law, treated subject of the transnational mode of enforcement of



*Aida Kemelmayer de Carlucci, juge à la cour suprême de Mendoza, professeur à la faculté de droit de Mendoza (Argentine), membre du Conseil scientifique de l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution – Judge at the Supreme Court of Mendoza, professor at the law faculty of Mendoza (Argentina), member of the Scientific Council of the Institute of International Private Judicial Law and Enforcement Law*

legal decisions in South America. Then, Lohoues-Oblé (Ivory Coast), professor at the faculty of law of Abidjan, presented the treaty of Ohada as a draft of a harmonized international law of enforcement.

To close this historical conference, professor Ioan Les gratified the listeners with a masterly summary report. “*The fundamental aim of the Sibiu Symposium was to carry out a thorough analysis of the results obtained since the council of Tampere of 1999 until now, especially in the last decade of application of innovative Community legislation intended to carry out an area of freedom, security and justice*” he declared. At the conclusion of a singularly rich and alive intervention, Professor Les concluded his remarks in these terms: “*Supporting autonomy of enforcement law is often boldly considered. Traditionally enforcement law is regarded in many European countries as forming an integral part of the private judicial law. The spectacular evolutions of the last years, materialized in the Community legislation which was analyzed here in Sibiu can constitute an important reference in the direction of the accreditation from the point of view according to which enforcement law constitutes a branch distinct from the legal system. (...) We consider that the inexistence of Enforcement codes in certain countries, where this matter is still subjected to the regulation of the code of civil procedure, constitutes an argument against the thesis of the autonomy of enforcement law, but it is not a fundamental argument. The nearest evolutions, concretized in the amplification of Community legislation as regards distraint, will be able to still legitimate more the autonomy of an enforcement law.*”

There is no doubt that this conference, one of the most important ever organized by the UIHJ and whose work will be published, will mark the ten years of Legal Europe of the Council of Tampere. What will the Legal Europe be in ten years time? No one can tell. But there is no doubt that the UIHJ will be there to follow closely the evolutions, to remain a force of proposal and to ensure that the judicial officers play a paramount role in this area which is from now on ours and to which one can only wish for a long life.

It remains to thank once again our Rumanian friends for their exceptional welcome and their direction for the organization which also made of this conference a great success in the field of conviviality and confraternity between people coming from all round the world, and in front of whom Ion Deleanu, Professor at the Law Faculty of Cluj-Napoca, was made Doctor Honoris Causa of the University at the term of a breathtaking ceremony.

